

**FORUM MONDIAL DE CHATHAM HOUSE SUR  
LA GOUVERNANCE FORESTIÈRE 2022  
Lundi 11 et mardi 12 juillet**

---

**FORMAT ET PUBLIC CIBLE**

---

Les participants à cette conférence hybride pourront suivre les débats en personne à Chatham House (Londres) ou en ligne. Six sessions seront organisées sur deux journées.

Un service d'interprétation simultanée sera disponible en **français, anglais, indonésien et portugais** (ainsi que d'autres langues, selon la demande).

---

**CONTEXTE ET OBJECTIFS**

---

Cet événement vise à maintenir l'élan politique suscité par les engagements de la COP 26 envers les forêts. Il sera également l'occasion d'échanger les dernières idées, études et avancées de la filière en matière de renforcement de la gouvernance forestière et foncière.

Les débats s'articuleront autour de deux thèmes fédérateurs : le rôle des entreprises et du commerce responsables à l'appui de la légalité et de la durabilité dans le secteur forestier ; les modèles de développement qui soutiennent la transition vers des économies forestières durables.

---

**ORDRE DU JOUR**

---

**Remarque : l'ordre des sessions n'est pas encore confirmé et peut faire l'objet de modifications.**

**LUNDI 11 JUILLET**

**SESSION 1 | SYSTÈME DE VÉRIFICATION DE LA LÉGALITÉ DU BOIS INDONÉSIEN (SVLK) : PRIORITÉS POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE**  
09h00 - 10h30 Londres | 15h00 - 16h30 Jakarta

***Cette session est organisée en collaboration avec le Centre for Transdisciplinary and Sustainability Sciences (CTSS), IPB University, Gadjah Mada University et l'Université de Fribourg.***

*L'Indonésie a commencé à élaborer son système de vérification de la légalité du bois au milieu des années 2000. Il est pleinement mis en œuvre depuis 2013 et les autorisations FLEGT sont délivrées depuis 2016. L'élaboration et la mise en œuvre du système ont été entreprises dans le cadre des vastes réformes du secteur forestier indonésien, qui ont conduit à une transparence accrue, une application de la loi plus efficace et une amélioration des pratiques commerciales. De plus, le taux de déforestation du pays est à la baisse depuis 2015.*

*Ces efforts doivent être poursuivis et renforcés alors que l'Indonésie s'efforce d'atteindre ses priorités nationales en matière de développement durable dans le contexte des crises mondiales liées aux changements climatiques et à la perte de biodiversité. Cette session fera le point sur la mise en œuvre du SVLK ces dix dernières années et examinera les moyens de le renforcer et de l'adapter pour la décennie à venir.*

Sous la présidence de : Soeryo Adiwibowo, IPB University

## Panélistes

- Centre for Transdisciplinary and Sustainability Sciences, IPB University : En quoi le SVLK a-t-il contribué à réaliser les priorités nationales dans le secteur forestier ? Éléments de preuve issus des différents régimes de propriété forestière.
- Ahmad Maryudi, Gadjah Mada University : En quoi le SVLK a-t-il transformé le rôle de l'Indonésie sur le marché international ? Quelles sont les conséquences des nouveaux projets de réglementations sur la déforestation dans l'UE et autres marchés d'exportation pour le SVLK ?
- Représentant du Gouvernement indonésien – à confirmer : Comment le Gouvernement envisage-t-il l'avenir du SVLK ? Comment contribuera-t-il à réaliser les priorités nationales pour le secteur forestier dans la prochaine décennie ?

## **SESSION 2 | RÉFORME DU SECTEUR FORESTIER EN AFRIQUE CENTRALE : QUELS ENSEIGNEMENTS PEUT-ON EN TIRER ?**

**11h00 - 12h30 Londres et Kinshasa**

*Le potentiel du secteur forestier dans le développement équitable et durable en Afrique centrale n'a pas encore été réalisé. Le niveau de pauvreté demeure élevé et la perte du couvert forestier ainsi que la dégradation des forêts se poursuivent. La région devrait bénéficier d'un financement international important pour contrecarrer ces phénomènes : lors de la COP 26, les bailleurs de fonds se sont engagés à attribuer 1,5 milliards de dollars américains pour la protection et l'entretien des forêts dans le Bassin du Congo. Cependant, il sera difficile d'accomplir cette tâche en raison de la mauvaise gouvernance qui règne.*

*Cette session examinera les réformes passées du secteur forestier et tentera de définir si de nouvelles approches pourraient induire des changements plus rapides et pérennes.*

Un panel composé d'experts de la région se penchera sur les questions suivantes :

- Quels enseignements peut-on tirer des interventions réalisées à ce jour ? Quels sont les points de progrès et quels ont été les défis majeurs ?
- Faut-il recourir à de nouveaux mécanismes de financement et de nouvelles approches en matière d'assistance ? Sous quelle forme ?
- Comment les entreprises et le commerce international peuvent-ils et devraient-ils soutenir la réforme ?

## **SESSION 3 | MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX POUR SOUTENIR LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LES COMMUNAUTÉS LOCALES (PACL) EN AFRIQUE CENTRALE**

**14h00 - 16h00 Londres et Kinshasa**

*Une promesse de financement à hauteur de 1,7 milliards de dollars américains a été annoncée à l'occasion de la COP 26 pour faire valoir les droits des peuples autochtones et des communautés locales (PACL) relatifs au régime foncier des forêts et mieux reconnaître et saluer leur rôle de protecteurs des forêts et de la nature. Cette session examinera les types de soutien et les mécanismes de financement actuellement mis en œuvre ou élaborés pour permettre aux PACL de renforcer ou de développer des économies forestières durables en Afrique centrale. Elle étudiera également les possibilités de mise à l'échelle et tentera de définir si des mécanismes supplémentaires sont nécessaires. Enfin, les débats porteront sur le suivi et l'évaluation des financements attribués et leurs effets.*

- Quels processus permettraient aux PACL d'informer les bailleurs de fonds sur les activités et programmes qui devraient être financés en priorité ? Quelles caractéristiques propres à la région influenceront les stratégies de financement ?
- Quels mécanismes et outils d'attribution des fonds sont en place ou prévus et quelles nouvelles approches faudrait-il adopter ? Quels défis minent l'efficacité de ces mécanismes ?

- Comment réaliser le suivi et l'évaluation des résultats et effets de ces efforts et qui devrait s'en charger ?
- Quels engagements supplémentaires devront être pris lors de la COP 27 et de la Convention sur la diversité biologique de la COP afin d'accélérer les progrès ?

**SESSION 4 | COLLABORATION INTERNATIONALE SUR L'EXPLOITATION ET LE COMMERCE ILLÉGAUX DES FORÊTS**

**09h00 - 10h30 Londres | 04h00 - 05h30 Washington DC | 15h00 - 16h30 Hanoi**

*À la suite d'une enquête menée par le Représentant américain au commerce (USTR) sur le risque que pose l'entrée du bois illégal dans les chaînes d'approvisionnement des produits ligneux fabriqués au Viêt Nam destinés au marché états-unien, les deux Gouvernements ont conclu un accord en 2021 afin de lutter conjointement contre l'exploitation et le commerce illégaux des forêts. Dans le cadre de cet accord, le Viêt Nam s'est également engagé à collaborer avec les pays sources présentant un risque élevé en vue d'améliorer la gouvernance forestière. Le Gouvernement vietnamien a en outre proposé des protocoles d'accord avec les principaux pays fournisseurs de bois tropical.*

*La coopération internationale a tenu une place centrale dans la lutte contre l'exploitation et le commerce illégaux des forêts, et les États-Unis comme le Viêt Nam y participent activement. Durant cette session, les représentants gouvernementaux exprimeront leurs priorités en matière de coopération internationale, et présenteront les enseignements à tirer de ces efforts de même que les mesures prises depuis le début de l'année pour honorer ces engagements.*

Sous la présidence de :

**Panélistes**

- Représentant américain au commerce (USTR)
- Gouvernement vietnamien

**SESSION 5 | RÉGLEMENTER LES IMPORTATIONS DE BOIS : EXPÉRIENCES ET PRIORITÉS POUR UNE ACTION RENFORCÉE**

**11h30 - 13h00 Londres | 06h30 - 08h00 Washington DC | 17h30 - 19h00 Hanoi | 19h30 - 21h00 Tokyo | 20h30 - 22h00 Canberra**

*Plusieurs pays de la région Asie-Pacifique ont adopté des dispositions législatives visant à réduire les importations de produits ligneux illégaux. La mise en œuvre et l'application de la loi Lacey adoptée en 2008 aux États-Unis se déclinent en un processus par étapes. Une révision de la législation est actuellement en cours en Australie et au Japon, et le Viêt Nam renforce son approche en matière d'exécution depuis l'entrée en vigueur des dispositions législatives en 2020.*

*Cette session présentera l'expérience de la mise en œuvre et de l'application de la législation dans ces pays et les enseignements qui en découlent. Parallèlement, elle examinera les possibilités de renforcement de ces réglementations ainsi que les priorités associées, sur la toile de fond de tendances commerciales en évolution et d'une demande accrue de produits durables et sans déforestation.*

**Panélistes**

- Ministère de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement, Australie : révision de la loi sur l'interdiction de l'exploitation forestière illégale (*Illegal Logging Prohibition Act*) et réformes proposées
- Agence des forêts, Japon : révision de la loi sur le bois propre (*Clean Wood Act*) – résultats et prochaines étapes
- Service des forêts, États-Unis : faire progresser la mise en œuvre et l'application de la loi Lacey
- Administration des forêts, Viêt Nam : renforcer l'application des règlements relatifs à l'importation du bois illégal

**Participants**

- Les représentants du secteur privé de ces pays et leurs pays fournisseurs seront invités à répondre brièvement

**SESSION 6 | PRIORITÉS POUR L'AMAZONIE BRÉSILIENNE**  
**14h00 - 16h00 Londres | 10h00 - 12h00 Brasilia**

***Cette session est organisée en collaboration avec CEBRAP-Sustentabilidade, Brésil***

*L'analyse des meilleurs modèles de développement de l'Amazonie constitue une priorité politique au Brésil, où se tiendront des élections en fin d'année 2022. Cette session présentera les différentes approches et politiques susceptibles de combattre la déforestation et de renforcer les moyens de subsistance dans la région.*

*À la lumière des expériences issues des vingt dernières années, les panélistes examineront les politiques, mécanismes de marché et outils de gouvernance les plus efficaces pour remédier à ces problèmes, ainsi que les possibilités de changement pour les années à venir. Ils aborderont en outre le rôle que la coopération internationale peut jouer pour favoriser les économies forestières durables dans la région.*

Sous la présidence de :

**Panélistes**

- Instituto Democracia e Sustentabilidade
- Marina Piatto, Imaflora
- Ford Foundation
- Délégation de l'Union européenne au Brésil